

POLITIQUE

ÉTRANGÈRE

CANADIENNE



Affaires extérieures External Affairs
Canada Canada

DÉCLARATIONS ET DISCOURS

Allocution du très honorable Joe Clark,
secrétaire d'Etat aux Affaires
extérieures, à la séance plénière
d'ouverture de la réunion
de suivi à Vienne
de la Conférence sur la Sécurité
et la Coopération en Europe

VIENNE, AUTRICHE

le 5 novembre 1986

Canada

Monsieur le Président,

Permettez-moi d'abord de me joindre à mes collègues pour exprimer toute ma gratitude au ministre des Affaires étrangères de l'Autriche, à son gouvernement et à la population autrichienne pour l'accueil qu'ils nous ont réservé, ainsi qu'à M. Liedermann et à son Secrétariat exécutif pour leur efficacité et leur dévouement de tous les instants. Au fil des siècles, cette ville élégante et ses splendides immeubles ont été le théâtre de bon nombre d'événements d'une importance capitale dans l'histoire de l'Europe, et d'innombrables manifestations des réalisations culturelles et intellectuelles les plus nobles de ce continent. Représentant d'un jeune pays, tous ces témoignages d'un passé glorieux me sont à la fois source d'humilité et d'inspiration. Mais notre présence ici aujourd'hui est, elle aussi, une expression de la ténacité, de la pérennité et du dynamisme de l'Europe.

De cette civilisation brillante, plus que de toute autre, sont issues les idées et l'inspiration qui ont façonné notre monde moderne. L'Europe doit une bonne partie de ses réalisations récentes au fait qu'elle a su progresser graduellement de la soumission aveugle, sur le plan politique ou intellectuel, à la liberté et à la tolérance. Bon nombre de pays qui partagent cette tradition, y compris le nôtre, ont mis en place des systèmes politiques fondés sur la suprématie du droit, contrôlés par le peuple, sensibles aux besoins humains fondamentaux de liberté, de dignité et de justice sociale, et ouverts à un large éventail d'idées.

Un océan s'interpose entre le Canada et l'Europe, mais notre pays est lié à votre continent par une tradition et une destinée communes.

En cas d'échange nucléaire, notre capitale pourrait être détruite en l'espace de 30 minutes par un missile intercontinental moderne. Le Canada et ses habitants seraient pris dans le feu croisé de tout assaut entre les superpuissances qui viendrait du Nord. Nous sommes le deuxième pays du monde par sa superficie avec près de 10 millions de kilomètres carrés; notre pays tout entier se transformerait en champ de bataille si la catastrophe que nous cherchons à éviter se matérialisait.

Près de 5 000 soldats canadiens sont stationnés en permanence en Europe, et leur nombre s'accroît. Des milliers d'autres Canadiens sont venus sur ce continent lors des deux guerres mondiales et, de ceux-là, un très grand nombre ont été inhumés dans les cimetières militaires parsemés de croix nues, dans les Flandres et à Dieppe, à Klagenfurt et Salerne et sur la crête de Vimy.

Nous commerçons avec chacune des nations représentées ici. Nous puisons à votre culture, votre histoire et votre art et, de plus en plus, nous enrichissons vos réalisations des nôtres. Les Canadiens sont venus de partout pour fonder une nation vigoureuse sur un jeune continent, mais surtout d'Europe. Un Canadien sur sept est de souche est-européenne et, pour ces millions de Canadiens, les droits de la personne, le droit de circuler librement et la réunion des familles sont des questions très personnelles, des questions qui ont un impact non pas sur les statistiques mais sur leurs oncles, leurs tantes, leurs soeurs, leurs mères, leurs frères, leurs pères et leurs enfants.

Les liens humains qui unissent le Canada et l'Europe prennent quantité de formes. Un de mes collègues du Cabinet est né en Tchécoslovaquie, un autre en Allemagne; un autre encore est le petit-fils d'émigrés russes. Danylo Shumuk, jusqu'en février dernier prisonnier en Union soviétique, est attendu par de proches parents dans la province de la Colombie-Britannique. Des Européens, qui ont fui leur patrie ou qui l'ont quittée pleins d'espoir, ont édifié au Canada l'infrastructure qui a permis à nos écoles, à nos entreprises et à nos collectivités de prospérer de l'Atlantique au Pacifique et à l'Arctique. Toutes les langues parlées dans chacun des pays représentés ici ont également cours au Canada. Lorsque la terre tremble près de Naples, qu'une catastrophe survient à Tchernobyl, qu'il se produit un glissement de terrain en Sicile ou que des terroristes font éclater des bombes où que ce soit en Europe, les Canadiens sont directement et personnellement touchés. Et les questions qui divisent l'Europe, nous les faisons nôtres - nos valeurs, notre sécurité, nos familles, au sens général tout comme au sens particulier.

Pour nous, il est donc clair que l'Europe - et le monde - ne peut être en sécurité que lorsque les tensions et les conflits sont gérés, que lorsqu'on est déterminé à s'attaquer aux problèmes fondamentaux et à promouvoir des solutions pratiques. C'est pourquoi le Canada a depuis longtemps cherché à assumer un rôle important dans les instances chargées du contrôle des armements. Nous avons contribué à définir la notion de la force de maintien de la paix, et des Canadiens ont fait partie de forces du genre en

Afrique, en Méditerranée et dans la région du Moyen-Orient. Nous prenons la défense de l'Organisation des Nations Unies. Nous cherchons à limiter les causes des conflits régionaux et à en endiguer les effets. Nous croyons que la recherche de la paix ne doit pas être l'apanage des superpuissances. Si nous voulons nous rapprocher de la coopération et nous éloigner de l'affrontement, nous devons, tous et chacun, faire l'impossible pour stimuler le dialogue, cultiver les contacts, et promouvoir la coopération entre tous les pays et à tous les niveaux. Sans renoncer à nos convictions profondes, nous devons faire preuve de modération et encourager la reconnaissance mutuelle de nos besoins et intérêts légitimes respectifs.

Monsieur le Président, nous sommes réunis ici alors que l'avenir des relations Est-Ouest est incertain. Ces dernières semaines, les superpuissances se sont arrêtées au seuil d'un accord-cadre prévoyant des réductions sensibles dans les arsenaux nucléaires; toutefois, elles n'ont pu venir à bout de la complexité des questions en cause. Certains signataires de la CSCE n'ont libéré quelques prisonniers politiques et dissidents de longue date que pour intensifier la répression chez d'autres éléments de leur population. Il est difficile de dire si les augures sont bonnes ou mauvaises, si nous sommes au seuil de progrès radicaux ou de nouvelles désillusions.

Curieusement, ce n'est pas le leadership qui fait défaut aujourd'hui. Il était présent dans les deux camps à Reykjavik, et certes plus encore par le nombre de dirigeants à Stockholm. Mais ce leadership se voit entravé dans son action par un climat de méfiance profonde qui s'est développé au fil des ans. Il nous est demandé, aujourd'hui plus que jamais, de restaurer la confiance dans les faits.

Le renforcement de la confiance est au coeur même du processus de la CSCE. C'est le thème central des trois corbeilles de l'Acte final d'Helsinki. Dans le cadre de la Conférence, tous les pays européens sauf un, et les deux pays nord-américains dont la destinée est inextricablement liée à celle de ce continent, peuvent examiner tous les questions importantes et connexes qui entrent en jeu dans le processus politique du raffermissement de la confiance entre l'Est et l'Ouest. Si la CSCE a connu son lot de frustrations et d'échecs, elle s'est malgré tout acquittée d'une tâche essentielle en gardant ouvert un dialogue franc entre un grand nombre de pays, y compris les pays neutres ou non alignés, un dialogue qui aurait pu autrement être impossible. Le Canada souscrit sans réserve au processus de la CSCE. Nous espérons que la présente réunion de suivi enregistrera des progrès substantiels.

Pour ce faire, toutefois, nous devons nous attaquer à un problème de taille qui a un impact sur la confiance: en deux mots, la confiance présuppose le respect des engagements. À l'évidence, certains pays représentés ici aujourd'hui n'ont pas respecté bon nombre des engagements qu'ils ont assumés à Helsinki et à Madrid; en fait, dans certains cas, la situation s'est détériorée depuis 1975. On a ainsi perdu une excellente occasion de renforcer la sécurité et la coopération en Europe. Mais, chose plus grave, en n'exécutant pas les engagements qu'ils ont pris au niveau politique le plus élevé, ces pays ont contribué non pas à raffermir mais plutôt à saper la confiance dans le processus de la CSCE et, dans une large mesure, la confiance dans leur volonté réelle de respecter leurs autres engagements.

Certains pays participants ont récompensé de peines d'emprisonnement ou d'exil et d'autres formes de punition des gens dont le seul vrai crime aurait été d'avoir cru que nous étions tous sincères lorsque nous sommes engagés en 1975 - et je cite l'Acte final - à respecter "les droits de l'homme et les libertés fondamentales, y compris la liberté de pensée, de conscience, de religion ou de conviction pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion et à confirmer "le droit de l'individu de connaître ses droits et devoirs dans ce domaine et d'agir en conséquence." Dans certains pays, la politique nationale ou l'intransigence bureaucratique empêchent des milliers de personnes d'avoir des contacts réguliers avec des membres de leur famille dans d'autres pays, d'avoir régulièrement accès à la culture et à l'information de l'extérieur, ou encore de quitter leur pays si elles le désirent. Enfin, nous ne saurions oublier que, depuis sept ans déjà, un État participant viole pratiquement tous les principes qui régissent les relations entre États par le maintien de son intervention militaire en Afghanistan.

Pour que la réunion de Vienne contribue à rétablir la confiance plutôt qu'à en accélérer le déclin, il faut que ces pays nous signalent clairement leur intention de respecter dorénavant les engagements contractés, de façon soutenue et visible, et qu'ils prennent à cette fin des mesures réelles. Pour bon nombre de Canadiens, les progrès réalisés à Vienne et la confiance dans le processus de la CSCE dépendront principalement de la mesure dans laquelle il sera possible de concilier la contradiction entre les actions de ces pays et le désir de détente qu'ils professent.

Des progrès à cet égard seraient significatifs, et peut-être suffisants pour que nous considérions cette réunion comme un succès. Mais nous aimerions si possible

aller plus loin et réaliser également des progrès équilibrés dans tous les domaines visés par l'Acte final.

Nous sommes très satisfaits du résultat de la Conférence de Stockholm. Il s'agit à la fois d'un tournant marquant dans les relations Est-Ouest et d'un événement d'une importance politique et militaire considérable pour l'Europe. Les mesures de confiance dont il a été convenu marquent un progrès important par rapport à celles qui étaient prévues dans l'Acte final d'Helsinki. Nous sommes heureux de pouvoir affirmer que nous n'avons ménagé aucun effort pour contribuer pleinement et constructivement à l'élaboration et l'adoption du document de Stockholm. Notre capacité de parvenir à un accord inspire confiance.

Comme nous nous apprêtons à engager des discussions sur de nouvelles initiatives, nous entendons suivre de près la mise en application de ces mesures de confiance. Monsieur le Président, voici de nombreuses années que le Canada s'emploie, de concert avec d'autres, à réaliser des réductions des armements qui soient à la fois équilibrées et vérifiables et qui permettent d'assurer un équilibre stable des forces classiques en Europe. Nous espérons que de nouveaux progrès pourront être accomplis à cet égard. S'il nous est proposé de nouvelles initiatives pour remplacer les discussions actuelles sur le contrôle des armements, nous voudrions nous assurer qu'elles offrent de meilleures chances de succès et qu'il ne s'agit pas simplement d'idées anciennes présentées dans un nouvel emballage. Car la confiance se trouverait également renforcée si des progrès étaient accomplis dans des forums existants comme les MBFR, tout particulièrement dans le domaine vital de la vérification.

Pour ce qui est de la deuxième corbeille, le Canada, en tant que nation commerçante, trouverait son intérêt dans l'accroissement de la coopération commerciale et industrielle qui résulterait de la mise en application et du renforcement des dispositions de l'Acte final portant sur les échanges de renseignements statistiques et autres, les contacts commerciaux, y compris l'accès aux utilisateurs finals, et la libéralisation de la coopération dans les secteurs du commerce et de l'industrie. En ce qui concerne les sciences et la technologie, des contacts plus directs entre scientifiques et un meilleur accès aux publications, aux recherches et à l'information seraient dans l'intérêt de tous. Enfin, dans le domaine de l'environnement, une plus grande ouverture et une coopération accrue en vue de la solution des problèmes communs, tant régionaux que continentaux, renforceraient la confiance.

L'Acte final a fait oeuvre de pionnier en intégrant comme composante essentielle de la sécurité et de la coopération en Europe le concept fondamental de la "dimension humaine", qui court comme un fil tout au long du document. Le document pose que les peuples, tout autant que les gouvernements, ont un rôle vital à jouer pour ce qui est d'établir la confiance et la stabilité dans le monde, et la plus libre circulation des personnes, des idées et de l'information sont essentiels à tous les aspects de la sécurité et de la coopération en Europe. Le Canada a joué un rôle de chef de file à Genève pour ce qui est de l'élaboration des sections de la troisième corbeille portant sur les contacts entre les personnes. Nous avons été heureux d'accueillir à Ottawa la Réunion d'experts des droits de l'homme, qui a apporté une contribution réelle au dialogue sur le septième principe et les questions connexes.

C'est pourquoi nous sommes extrêmement déçus de constater que la Réunion d'experts des droits de l'homme, la Réunion sur les contacts entre les personnes et le Forum de la culture ne sont pas parvenus à renforcer les engagements contractés dans l'Acte final et dans le Document de clôture de Madrid ni à encourager leur mise en application. À Ottawa comme à Budapest, il nous est apparu que certains pays n'étaient pas là pour discuter de ces questions de façon sérieuse, mais bien plutôt pour empêcher qu'il en soit discuté sérieusement. À Berne, ces pays ont fait si peu de concessions que bon nombre de points seraient demeurés en suspens quand bien même nous serions parvenus à adopter un document de clôture. Le Canada fera tout en son pouvoir pour améliorer ce bilan à la présente réunion. Monsieur le Président, il nous faut tous reconnaître que ces questions ne disparaîtront pas. Il ne s'agit pas d'imposer nos idées et nos valeurs à quiconque, ni de donner plus de relief à un élément de la CSCE au détriment des autres. Il s'agit simplement de reconnaître que l'Acte final est indivisible et que la confiance est fonction des progrès accomplis dans tous les domaines.

Monsieur le Président, j'ai traité en termes francs des questions que mon pays considère de la première importance pour le renforcement de la confiance. Mais je n'en apporte pas moins un message d'espoir. Les problèmes sont bien réels, et ils ne disparaîtront pas d'eux-mêmes. Mais si nous nous y attaquons de front et en discutons de façon constructive, et si se concrétise l'intention manifestée récemment par certains pays de modifier substantiellement leur attitude à l'égard de domaines clés de l'Acte final, alors il nous sera effectivement possible d'avancer.

En fin de compte, les progrès se mesurent aux actes et non pas aux paroles. Une amélioration, même modeste, de la mise en application de l'Acte final et du Document de clôture de Madrid suffirait pour modifier profondément l'existence de millions d'Européens et de Nord-américains. Il s'établirait un climat de confiance qui rendrait possibles des initiatives plus audacieuses dans tous les domaines visés par l'Acte final, aussi bien que dans d'autres secteurs comme le désarmement nucléaire, le dialogue entre les superpuissances et l'enrichissement des relations entre les États participants.

C'est la confiance qui est en jeu, et il ne tient qu'à nous de relever le défi. Si nous reculons devant les difficultés, nous ne pourrions réussir. Mais si nous gardons intacts notre courage, notre bonne volonté et, surtout, notre patience, nous pouvons encore espérer réaliser les progrès réels qui feront de nous les dignes successeurs des géants non seulement politiques, mais intellectuels, culturels et spirituels qui ont bâti l'Europe.

Je vous remercie, Monsieur le Président.